**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE VERSAILLES**

N°1601036

Mme X

M. Pierre Bilger
Rapporteur

Mme Emmanuelle Marc
Rapporteur public

Audience du 20 septembre 2018
Lecture du 4 octobre 2018

60-01-02-02-02

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Versailles

(8ème chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une ordonnance du 20 janvier 2016, le tribunal administratif de Paris a transmis au tribunal administratif de Versailles le dossier de la requête et du mémoire présentés par Mme X , enregistrés les 10 avril 2015 et 21 décembre 2015.

Par cette requête, Mme X , agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de tutrice de son fils Y , représentée par Me Febrinon-Piguet, demande au tribunal :

1°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 70 000 euros, majorée des intérêts légaux à compter du 4 février 2015, en réparation des préjudices moraux que son fils et elle-même estiment avoir subis à raison de la carence de l'Etat dans la prise en charge de Y , en tant que personne atteinte du handicap résultant du syndrome autistique ;

2°) d'annuler les décisions implicites par lesquelles le ministre chargé des affaires sociales et le ministre chargé de l'éducation nationale ont rejeté ses demandes préalables indemnitaires ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi que les dépens.

Mme X soutient que :

- les décisions successives de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) concernant l'orientation de son fils et désignant des établissements situés en Belgique révèlent une carence de l'Etat dans la prise en charge de son fils ; la responsabilité de ce dernier est ainsi engagée au regard de l'obligation de résultat lui incombant en vertu des

dispositions de l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des articles L. 111-1 et L. 112-1 du code de l'éducation et de l'article L. 246-1 de code de l'action sociale et des familles ;

- cette carence de l'Etat, conduisant à un éloignement géographique de son fils, a causé à ce dernier un préjudice moral à raison d'une scolarisation insatisfaisante et inadaptée, de la privation des liens familiaux, et d'un sentiment de discrimination et d'exclusion, lequel préjudice est évalué à 50 000 euros. En outre, cette carence lui a causé à elle-même un préjudice moral à raison de l'angoisse générée par l'absence de prise en charge adaptée au besoin de son fils, lequel préjudice est évalué à 20 000 euros.

Par un mémoire en défense, enregistré le 4 août 2015, le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par Mme X ne sont pas fondés.

Par un mémoire enregistré le 27 avril 2015, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche conclut à sa mise hors de cause et soutient que le recteur de l'académie de Z est compétent pour assurer la défense de l'Etat.

Par un mémoire en défense enregistré le 22 février 2018, le recteur de l'académie de Z conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- la juridiction administrative est incompétente pour statuer sur la contestation de décisions de la CDAPH relative à l'insertion scolaire d'une personne en situation de handicap.

- les moyens soulevés par Mme X ne sont pas fondés.

Par un mémoire enregistré le 8 novembre 2016, le Défenseur des droits a présenté ses observations en application de l'article 33 de la loi organique du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'action sociale et des familles ;
- le code de l'éducation ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Bilger,
- les conclusions de Mme Marc, rapporteur public.

Considérant ce qui suit :

1. Mme X est la mère d'Y, né le 19 mai 1996, lequel souffre de troubles envahissants du développement consécutifs à une sclérose tubéreuse de Bourneville, apparus alors que cet enfant avait l'âge de trois mois. Par deux courriers du 4 février 2015, Mme X, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de tutrice de son fils, a demandé à la ministre chargée des affaires sociales et à la ministre chargée de l'éducation nationale l'indemnisation des préjudices qu'ils estiment avoir subis à raison de la carence de l'Etat dans la prise en charge d'Y en tant que personne atteinte du handicap résultant du syndrome autistique. Ces demandes indemnitaires préalables ayant fait l'objet de décisions implicites de rejet, Mme X agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de tutrice de son fils, demande l'indemnisation de leurs préjudices.

Sur la fin de non-recevoir opposée par le recteur :

2. Si elle se prévaut à l'appui de sa requête de décisions par lesquelles la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) du département de l'Essonne a désigné des établissements correspondant aux besoins d'Y, la requérante ne conteste pas la légalité de ces décisions dont le contentieux relève de la compétence de l'ordre judiciaire, mais demande la réparation d'un dommage par la mise en cause de la responsabilité de l'Etat. Un tel litige relevant de la compétence des juridictions de l'ordre administratif, la fin de non recevoir opposée par le recteur de l'académie de D ne peut être que rejetée.

Sur la responsabilité de l'Etat :

3. Aux termes de l'article L. 112-1 du code de l'éducation : « Pour satisfaire aux obligations qui lui incombent en application des articles L. 111-1 et L. 111-2, le service public de l'éducation assure une formation scolaire, professionnelle ou supérieure aux enfants, aux adolescents et aux adultes présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant. Dans ses domaines de compétence, l'État met en place les moyens financiers et humains nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants, adolescents ou adultes handicapés (...) ». Aux termes du premier alinéa de l'article L. 131-1 du même code : « L'instruction est obligatoire pour les enfants des deux sexes, français et étrangers, entre six ans et seize ans (...) ». Aux termes de l'article L. 114-1 du code de l'action sociale et des familles : « Toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté. / L'État est garant de l'égalité de traitement des personnes handicapées sur l'ensemble du territoire et définit des objectifs pluriannuels d'actions ». Aux termes de l'article L. 114-1-1 du même code, dans sa version alors applicable : « La personne handicapée a droit à la compensation des conséquences de son handicap quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, son âge ou son mode de vie. / Cette compensation consiste à répondre à ses besoins, qu'il s'agisse de l'accueil de la petite enfance, de la scolarité, de l'enseignement, de l'éducation, de l'insertion professionnelle, des aménagements du domicile ou du cadre de travail nécessaires au plein exercice de sa citoyenneté et de sa capacité d'autonomie, du développement ou de l'aménagement de l'offre de service, permettant notamment à l'entourage de la personne handicapée de bénéficier de temps de répit, du développement de groupes d'entraide mutuelle ou de places en établissements spécialisés, des aides de toute nature à la personne ou aux institutions pour vivre en milieu ordinaire ou adapté,

ou encore en matière d'accès aux procédures et aux institutions spécifiques au handicap ou aux moyens et prestations accompagnant la mise en oeuvre de la protection juridique régie par le titre XI du livre Ier du code civil. (...)». Aux termes de l'article L. 246-1 du même code : *« Toute personne atteinte du handicap résultant du syndrome autistique et des troubles qui lui sont apparentés bénéficie, quel que soit son âge, d'une prise en charge pluridisciplinaire qui tient compte de ses besoins et difficultés spécifiques. / Adaptée à l'état et à l'âge de la personne, cette prise en charge peut être d'ordre éducatif, pédagogique, thérapeutique et social. (...) ».*

4. Il résulte des dispositions précitées, d'une part, que le droit à l'éducation étant garanti à chacun quelles que soient les différences de situation, et l'obligation scolaire s'appliquant à tous, les difficultés particulières que rencontrent les enfants handicapés ne sauraient avoir pour effet ni de les priver de ce droit, ni de faire obstacle au respect de cette obligation. D'autre part, le droit à une prise en charge pluridisciplinaire est garanti à toute personne atteinte du handicap résultant du syndrome autistique, quelles que soient les différences de situation.

5. Aux termes de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, dans sa version alors applicable : *« I. - La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est compétente pour : / 1° Se prononcer sur l'orientation de la personne handicapée et les mesures propres à assurer son insertion scolaire ou professionnelle et sociale ; / 2° Désigner les établissements ou les services correspondant aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent ou concourant à la rééducation, à l'éducation, au reclassement et à l'accueil de l'adulte handicapé et en mesure de l'accueillir ; (...) III. — Lorsqu'elle se prononce sur l'orientation de la personne handicapée et lorsqu'elle désigne les établissements ou services susceptibles de l'accueillir, la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est tenue de proposer à la personne handicapée ou, le cas échéant, à ses parents ou à son représentant légal un choix entre plusieurs solutions adaptées. / La décision de la commission prise au titre du 2° du I s'impose à tout établissement ou service dans la limite de la spécialité au titre de laquelle il a été autorisé ou agréé. / Lorsque les parents ou le représentant légal de l'enfant ou de l'adolescent handicapé ou l'adulte handicapé ou son représentant légal font connaître leur préférence pour un établissement ou un service entrant dans la catégorie de ceux vers lesquels la commission a décidé de l'orienter et en mesure de l'accueillir, la commission est tenue de faire figurer cet établissement ou ce service au nombre de ceux qu'elle désigne, quelle que soit sa localisation. / A titre exceptionnel, la commission peut désigner un seul établissement ou service. (...) ».*

6. Il résulte de la combinaison des dispositions précitées aux points 3 et 5 qu'il incombe à la CDAPH, à la demande des parents, de se prononcer sur l'orientation des enfants atteints du syndrome autistique et de désigner les établissements ou les services correspondant aux besoins de ceux-ci et étant en mesure de les accueillir, ces structures étant tenues de se conformer à la décision de la commission. Ainsi, lorsqu'un enfant autiste ne peut être pris en charge par l'une des structures désignées par la CDAPH en raison d'un manque de place disponible, l'absence de prise en charge pluridisciplinaire qui en résulte est, en principe, de nature à révéler une carence de l'Etat dans la mise en oeuvre des moyens nécessaires pour que cet enfant bénéficie effectivement d'une telle prise en charge dans une structure adaptée. En revanche, lorsque les établissements désignés refusent d'admettre l'enfant pour un autre motif, ou lorsque les parents estiment que la prise en charge effectivement assurée par un établissement désigné par la commission n'est pas adaptée aux troubles de leur enfant, l'Etat ne saurait, en principe, être tenu pour responsable de l'absence ou du caractère insuffisant de la prise en charge, lesquelles ne

révèlent pas nécessairement, alors, l'absence de mise en œuvre par l'Etat des moyens nécessaires. En effet, il appartient alors aux parents, soit, s'ils estiment que l'orientation préconisée par la commission n'est en effet pas adaptée aux troubles de leur enfant, de contester la décision de cette commission, qui rend ses décisions au nom de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), laquelle a le statut de groupement d'intérêt public, devant la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale en application de l'article L. 241-9 du code de l'action sociale et des familles, soit, dans le cas contraire, de mettre en cause la responsabilité des établissements désignés n'ayant pas respecté cette décision en refusant l'admission ou n'assurant pas une prise en charge conforme aux dispositions de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles. Compte tenu des difficultés propres à l'administration de la preuve en ce domaine, s'il appartient aux parents de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de faire présumer une carence de l'Etat dans la mise en œuvre des décisions de la CDAPH, il incombe ensuite à l'Etat de renverser cette présomption en produisant des éléments permettant d'établir que l'absence de prise en charge ne lui est pas imputable.

7. En premier lieu, il résulte de l'instruction qu'après trois années en crèche et deux années en pouponnière médicalisée, l'enfant Y a été pris en charge en 2003 par un institut médico-pédagogique (IMP) à A, avant d'être admis en 2006 dans un institut médico-éducatif (IME) à B qu'il a fréquenté jusqu'en septembre 2008, date à laquelle les parents d'Y ont décidé de l'inscrire dans une école élémentaire, en classe de CE1. En réponse à la demande de Mme X visant l'orientation d'Y vers une prise en charge médico-sociale en semi-internat, la CDAPH de C par une décision du 11 septembre 2008 a désigné un seul établissement spécialisé, situé en Belgique, pour une prise en charge en internat à plein-temps, du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2009. Par une décision du 18 mars 2010, la commission a, de nouveau, désigné un seul établissement spécialisé, également situé en Belgique, pour la prise en charge en internat et à plein-temps d'Y jusqu'au 31 mars 2012. Alors même que les parents de l'intéressé n'ont pas contesté ces décisions devant le tribunal du contentieux de l'incapacité, la CDAPH doit en l'espèce être regardée comme ayant tiré les conséquences du manque de place dans une structure adaptée en France. Dans ces conditions, l'orientation de l'enfant Y en Belgique, à compter du 1^{er} septembre 2008, révèle une carence de l'Etat dans la mise en œuvre des moyens nécessaires au bénéfice effectif du droit à la compensation des conséquences de son handicap prévu par les dispositions précitées de l'article L. 114-1-1 du code de l'action sociale et des familles, qui comprend notamment le droit à la scolarisation en France. Cette carence de l'Etat constitue une faute de nature à engager sa responsabilité.

8. En second lieu, il ressort des termes de la décision de la CDAPH de C du 5 novembre 2013, applicable du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2014 et renouvelant l'orientation d'Y dans un IME, que les parents de l'intéressé ont demandé le maintien du placement de leur enfant au sein de l'établissement situé en Belgique où il était alors pris en charge depuis 2010. Par ailleurs, il est constant que cette même décision comportait une liste d'établissements situés dans le département de C et dans les départements limitrophes, susceptibles de prendre en charge Y et dont les parents devaient prendre l'attache. Toutefois, alors que Mme X a été invitée par le tribunal à justifier des démarches effectuées auprès des établissements mentionnés par les décisions de la CDAPH, la requérante ne produit aucune pièce démontrant qu'elle aurait sollicité en vain l'admission de son enfant dans l'un d'entre eux. En outre, par une décision de la CDAPH du 7 mai 2014, l'orientation d'Y a été renouvelée dans les mêmes termes pour une période courant jusqu'au 31 mai 2016, alors que l'intéressé était toujours pris en charge dans un établissement situé en Belgique. Pour la mise en œuvre de cette

seconde décision Mme X ne démontre pas davantage avoir sollicité en vain l'admission de son enfant dans l'un des établissements figurant sur la liste annexée à cette décision. Dans ces conditions, la responsabilité de l'Etat ne saurait être engagée du fait de l'inadaptation ou du caractère éloigné de la prise en charge d'Y postérieurement au 31 mars 2012, date à partir de laquelle, par ses décisions, la CDAPH a proposé l'orientation de cet enfant dans des établissements implantés sur le territoire national.

Sur les préjudices :

9. Il résulte de ce qui précède que la responsabilité pour faute de l'Etat est engagée uniquement sur la période courant du 1^{er} septembre 2008 au 31 mars 2012. Si Mme X soutient qu'Y n'a pas bénéficié d'une scolarisation satisfaisante et adaptée dans le cadre de sa prise en charge au sein d'établissements spécialisés en Belgique, elle n'apporte aucun élément de nature à établir ces allégations. En revanche, le préjudice moral tenant à l'éloignement d'Y de sa famille, en lien direct avec la faute de l'Etat, doit donner lieu à une indemnisation. Il sera fait une juste appréciation du préjudice moral subi par Y en lui allouant la somme de 36 000 euros. Il sera également fait une juste appréciation du préjudice moral subi par Mme X en lui allouant la somme de 18 000 euros. Les requérants ont droit aux intérêts au taux légal sur la somme qui leur est due à compter du 5 février 2015, date de réception de leurs réclamations préalables par l'administration.

Sur les frais liés au litige :

10. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par Mme X et non compris dans les dépens.

DECIDE :

Article 1^{er} : L'Etat est condamné à verser à Mme X, en sa qualité de tutrice d'Y, la somme de 36 000 euros (trente six mille euros), ainsi que la somme de 18 000 euros (dix huit mille euros) au titre de son propre préjudice. Ces sommes seront assorties des intérêts au taux légal à compter du 5 février 2015.

Article 2 : L'Etat versera à Mme X la somme de 1 500 euros (mille cinq cents euros) sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à Mme X, à la ministre des solidarités et de la santé et au ministre chargé de l'éducation nationale.

Copie en sera adressée au Défenseur des droits, au directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France et au recteur de l'académie de D

Délibéré après l'audience du 20 septembre 2018, à laquelle siégeaient :

M. Campoy, président,
M. Bilger, premier conseiller,
Mme Caron, premier conseiller,

Lu en audience publique le 04 octobre 2018 .

Le rapporteur,

signé

P. BILGER

Le président,

signé

L. CAMPOY

Le greffier,

signé

B. PELLOUARD

La République mande et ordonne à la ministre des solidarités et de la santé en ce qui la concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.